



BADILIKA
DROITS HUMAINS

Défendre les droits, promouvoir la dignité,
construire la paix.

NORD-KIVU :

LES CIVILS AU CŒUR DES VIOLENCES ARMÉES

RAPPORT TRIMESTRIEL DE MONITORING
DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS
ET DU DROIT INTERNATIONAL
HUMANITAIRE



PÉRIODE

AVRIL – JUIN 2026



PROTÉGER
LES CIVILS



METTRE FIN
À L'IMPUNITÉ



DÉFENDRE
LA DIGNITÉ



DOCUMENTER
LA VÉRITÉ



AGIR POUR
LA JUSTICE



Contexte général

Entre avril et juin 2026, la situation sécuritaire et des droits humains dans la province du Nord-Kivu est demeurée extrêmement préoccupante. Malgré les opérations militaires conduites par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), notamment l'[opération conjointe Shujaa](#) avec l'armée ougandaise lancée en novembre 2021 pour neutraliser les Forces démocratiques alliées (ADF), les violences contre les populations civiles se sont poursuivies et, dans plusieurs zones, se sont intensifiées. Parallèlement, l'expansion de la coalition AFC/M23 dans les territoires de Rutshuru, Lubero, Masisi et Walikale a favorisé l'ouverture de nouveaux fronts, aggravant une crise humanitaire déjà profonde.

Les territoires de Beni, Rutshuru, Masisi et Walikale, sont restés les principaux foyers des affrontements opposant les FARDC, les groupes Wazalendo, les ADF et l'AFC/M23. Les populations civiles ont continué de supporter le poids du conflit à travers des homicides, des enlèvements, des disparitions forcées, des arrestations arbitraires, des violences sexuelles, des pillages, la destruction de biens civils et des déplacements massifs de populations.

Dans le territoire de Beni, les attaques répétées attribuées aux ADF ont continué de faire de nombreuses victimes civiles. Les informations recueillies documentent également des enlèvements, le recrutement forcé d'enfants, des mariages forcés, des conversions imposées ainsi que des attaques ciblant les communautés rurales, y compris les peuples autochtones Mbuti. Malgré plusieurs années d'opérations militaires, les ADF conservent une capacité de nuisance importante, soulevant des interrogations sur l'efficacité des stratégies de protection des civils.

Dans les territoires de Rutshuru, Masisi, Lubero et Walikale, les affrontements entre l'AFC/M23, les FARDC et les groupes Wazalendo ont provoqué d'importants déplacements de populations et perturbé l'accès à l'éducation, aux soins de santé, aux activités agricoles, minières et commerciales. Les combats autour des zones minières stratégiques, notamment Rubaya, ainsi que l'utilisation croissante de l'artillerie lourde et de drones de combat à proximité des zones habitées, ont accru les risques pour les civils et provoqué la destruction d'infrastructures essentielles.

Les violations documentées dans ce rapport témoignent d'une protection insuffisante des populations civiles et d'une impunité persistante. Elles rappellent l'obligation de toutes les parties au conflit de respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, notamment en protégeant les civils, en facilitant l'accès humanitaire et en garantissant que les auteurs des violations les plus graves répondent de leurs actes.

1. Territoire de Beni : Persistance des attaques des ADF malgré l'opération militaire Shujaa

Le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, demeure l'un des principaux foyers de violences armées en République démocratique du Congo. Les populations civiles continuent de subir des attaques répétées attribuées aux Forces démocratiques alliées (ADF), un groupe armé d'origine ougandaise. Les exactions commises par ce groupe se caractérisent notamment par des massacres de civils, des exécutions sommaires, des enlèvements, des incendies de villages, des pillages, des recrutements forcés ainsi que des déplacements massifs de populations.

Face à cette menace, les gouvernements de la République démocratique du Congo et de l'Ouganda ont lancé, le 30 novembre 2021, l'opération militaire conjointe dite **Shujaa**, conduite par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et l'Uganda People's Defence Force (UPDF). Cette opération avait pour objectif déclaré de neutraliser les combattants des ADF, détruire leurs bases logistiques, restaurer l'autorité de l'État dans les zones affectées et améliorer durablement la sécurité des populations civiles.

Plus de quatre ans après son lancement, les informations recueillies par BADILIKA Droits Humains ainsi que les données publiquement disponibles indiquent que, malgré plusieurs offensives militaires annoncées contre les positions des ADF, les attaques contre les populations civiles se poursuivent à un rythme préoccupant. Les combattants semblent avoir adapté leurs modes opératoires en privilégiant des attaques éclairs moyennant une technologie de guerre contre des villages isolés, des incursions nocturnes, des embuscades sur les axes routiers et des représailles ciblant des communautés rurales peu protégées.

Cette évolution soulève des interrogations quant à l'efficacité des stratégies actuellement mises en œuvre pour assurer une protection effective des civils. Bien que les autorités congolaises et ougandaises fassent régulièrement état de succès militaires, les violences documentées entre avril et juin 2026 démontrent que les capacités opérationnelles des ADF demeurent importantes et que les populations continuent d'être exposées à un risque élevé de violations graves des droits humains.

Badilika droits humains et les organisations de la société civile de Beni dénoncent également un décalage persistant entre les annonces officielles relatives aux avancées militaires et la réalité vécue par les habitants. **Dans plusieurs localités, les civils continuent d'être tués à proximité de positions militaires ou peu après le passage des forces engagées dans l'opération Shujaa.** Cette situation nourrit un profond sentiment d'abandon, de méfiance envers les institutions de sécurité et d'inquiétude face à l'absence de mécanismes efficaces d'alerte et de protection.

a. Résurgence des attaques des ADF entre avril et juin 2026

Au cours du deuxième trimestre 2026, les ADF ont intensifié leurs attaques contre les populations civiles dans le territoire et la ville de Beni, ainsi que dans certaines zones voisines de la province de l'Ituri. Les informations recueillies font état d'une succession de massacres, d'exécutions sommaires, de destructions de biens civils et de déplacements forcés, aggravant une crise humanitaire déjà préoccupante.

Dans la nuit du mardi, le 28 avril 2026, une offensive coordonnée a visé plusieurs villages situés le long de la rivière Samboko, à la frontière entre les territoires de Beni et d'Irumu. Nos recherches indiquent que 70 civils ont été tués. Les assaillants ont incendié plus de six habitations et détruit plusieurs motos utilisées comme principal moyen de transport par les populations locales.

Le mercredi, le 6 et jeudi le 7 mai 2026, des incursions simultanées ont frappé plusieurs localités du territoire de Beni et de l'Ituri, causant la mort de plus de 37 civils. Les sources de l'organisation badilika font également état de nombreux cas de pillages et d'incendies d'habitations. Deux jours plus tard, le vendredi 8 mai 2026, aux heures de la journée, une nouvelle série d'attaques attribuées aux ADF a fait au moins 45 victimes civiles, illustrant la

capacité du groupe armé à mener des opérations répétées malgré la présence des forces engagées dans l'opération Shujaa.

Dans la nuit de ce samedi, le 30 au dimanche, le 31 mai 2026, les ADF ont attaqué un campement de la communauté autochtone Mbuti à Ngadi, dans la commune de Ruwenzori, en ville de Beni. Au moins sept civils (7) ont été tués, dont six membres de cette communauté autochtone ainsi que le comédien et artiste local Shukrani Nzanzu Mangese. Cette attaque souligne la vulnérabilité particulière des peuples autochtones vivant dans les zones forestières où les groupes armés restent fortement présents.

Les violences se sont poursuivies au mois de juin. Entre le lundi 1er et mardi le 2 juin 2026, plusieurs localités de Beni, notamment Anadi, ont été la cible d'attaques ayant fait 21 morts. En réaction, des habitants ont organisé des manifestations en transportant les corps des victimes afin de dénoncer l'incapacité des autorités à assurer leur protection.

Toujours dans la nuit du mardi le 2 juin 2026, les ADF ont lancé une nouvelle attaque contre le village de Mbau, où 16 civils ont été tués à la machette. Les assaillants ont également incendié plusieurs boutiques. Cette attaque est intervenue alors que la zone faisait face à une résurgence de cas d'Ebola, aggravant davantage la vulnérabilité des communautés locales.

Enfin, dans la nuit du mercredi le 10 à jeudi 11 juin 2026, les combattants des ADF ont mené une incursion jusque dans la ville de Beni, ciblant la cellule de Munzambayi, dans le quartier Boikene. Trois civils ont été exécutés, démontrant la capacité du groupe armé à frapper des zones urbaines pourtant considérées comme relativement sécurisées.

Parallèlement, les ADF ont poursuivi leurs attaques dans la province voisine de l'Ituri, notamment dans la région de Bafwakoia, où plus de quarante civils auraient été tués au début du mois d'avril. Ces violences ont provoqué d'importants déplacements de population et accentué la crise humanitaire dans l'ensemble du corridor Beni-Irumu.

Les attaques documentées au cours de cette période montrent que les populations civiles demeurent les principales victimes du conflit. Elles mettent également en évidence les limites des réponses sécuritaires actuelles et soulignent l'urgence de renforcer les mesures de protection des civils, de garantir des enquêtes indépendantes sur les violations documentées et de lutter contre l'impunité des responsables de ces crimes.

Ces attaques représentent **au moins 199 civils tués** au cours du deuxième trimestre 2026 dans les seuls incidents documentés dans cette section. Ce bilan demeure provisoire.

b. Enlèvements, recrutement forcé et violences contre les femmes et les enfants par les ADF

Les témoignages recueillis auprès des survivants, des familles des victimes et des personnes libérées indiquent que les combattants ADF enlèvent régulièrement des hommes, des femmes et des enfants lors de leurs incursions dans les villages. Plusieurs personnes restent portées disparues plusieurs mois après leur enlèvement.

Les informations disponibles montrent que des femmes et des jeunes filles enlevées sont soumises à des mariages forcés ou à l'esclavage sexuel au sein du groupe armé. Certaines seraient contraintes de devenir les « épouses » de combattants des ADF, en violation flagrante

du droit international humanitaire et des instruments internationaux protégeant les femmes contre les violences sexuelles liées aux conflits.

Les enfants constituent également une cible privilégiée. Des témoignages concordants indiquent que des garçons sont recrutés de force pour servir comme combattants, porteurs ou éclaireurs, tandis que des filles sont utilisées comme domestiques ou soumises à des violences sexuelles. Plusieurs survivants (tes) décrivent un processus d'endoctrinement idéologique destiné à les couper de leurs familles et à les intégrer durablement au groupe ADF.

Des habitants rapportent également avoir observé, lors de certaines attaques, la présence d'enfants accompagnant des combattants adultes identifiés comme leurs « parents » au sein des ADF. Ces situations illustrent le développement d'une génération d'enfants grandissant dans un environnement dominé par la violence, privés d'éducation, soumis à un endoctrinement terroriste et exposés dès leur plus jeune âge aux idéologies extrémistes.

c. Une population civile de plus en plus mobilisée face à l'insécurité

Face à la recrudescence des massacres, la population de Beni et de Butembo a multiplié les actions citoyennes pour exiger un renforcement de la protection des civils.

Entre le 3 et le 15 juin 2026, plusieurs manifestations ont été organisées afin de réclamer des résultats concrets de l'opération Shujaa et la fin des massacres perpétrés par les ADF. Les informations recueillies, les interventions des forces de sécurité lors de certaines manifestations ont conduit à l'arrestation de 18 jeunes, parmi lesquels figuraient des enfants de victimes des massacres. Des jeunes filles manifestantes ont été soumises à des actes de torture et à des mauvais traitements pendant leur arrestation par la Police nationale congolaise à Beni. Lors de manifestations, il a été documenté les armées létales .

Le 14 juin 2026, à l'issue d'un rassemblement organisé au stade Kimbangu de Beni, plusieurs organisations de jeunesse ont lancé un appel à l'organisation de mécanismes communautaires de vigilance. Les jeunes ont encouragé les habitants à renforcer la surveillance de leurs avenues, quartiers et villages afin d'améliorer les systèmes d'alerte précoce face aux incursions des ADF. Cette initiative illustre le degré de désespoir d'une population qui estime devoir participer elle-même à sa propre protection en raison des insuffisances perçues des dispositifs sécuritaires existants.

d. Les groupes Wazalendo à beni et les défis de la protection des civils

Dans plusieurs localités considérées comme des zones rouges, les groupes armés Wazalendo, alliés aux FARDC, continuent d'assurer une présence sécuritaire et affirment avoir empêché plusieurs incursions des ADF sur certains axes routiers et villages. Leur présence est perçue par une partie de la population comme un facteur ayant contribué à limiter certaines attaques.

Toutefois, l'implication d'autres acteurs armés, notamment des éco-gardes du Parc National des Virunga engagés aux côtés des forces gouvernementales (FARDC) dans certaines opérations, suscite un débat au sein des communautés locales. Certains habitants considèrent la présence des éco-gades dans les patrouille nocturne des périphéries de la ville de Beni d'un sans effet d'autant plus les ADF ont leur maquis dans le Parc. Alors que le gouvernement voir comme une grande partie-prenantes à terme de logistique et mobilité.

II. Territoire de Rutshuru : aggravation des violations des droits humains dans un contexte d'occupation de l'AFC/M23

Au cours du deuxième trimestre 2026, le territoire de Rutshuru est demeuré l'un des principaux épicentres du conflit armé dans la province du Nord-Kivu. Dans plusieurs groupements, notamment Binza, ceux de chefferies des Bwito et Bwisha, les habitants vivent dans un climat permanent de peur, marqué par les affrontements armés, les exécutions sommaires, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les enlèvements contre rançon.

Les informations recueillies par BADILIKA Droits Humains, indiquent que plusieurs violations ont été commises contre des personnes accusées, de collaborer avec les FARDC, les groupes Wazalendo ou les FDLR. Ces accusations auraient servi de justification à des exécutions, des détentions arbitraires ou des actes d'intimidation.

Parallèlement, la persistance des affrontements entre l'AFC/M23, et les groupes Wazalendo CMC dans la partie de Bwito continue d'alimenter des déplacements de population, de perturber les activités agricoles, de restreindre les échanges commerciaux et d'aggraver la crise humanitaire dans plusieurs localités.

a. Multiplication des homicides et exécutions sommaires

Le mois d'Avril et Juin 2026 a été marqué par plusieurs attaques meurtrières visant des civils.

Dans la nuit du mardi le 2 au mercredi, le 3 juin 2026, à Nyamilima, une femme de 43 ans, et son fils de 20 ans ont été tués par balle à leur domicile après l'intrusion d'un homme armé identifié par des témoins comme un élément de l'AFC/M23. Selon les informations recueillies, l'auteur aurait exigé de l'argent et tenté de trouver une femme à violer avant d'ouvrir le feu.

Le même jour, dans la localité de Kiseguro, au moins dix civils auraient été exécutés sommairement après avoir été accusés de collaborer avec les FDLR. Plusieurs autres habitants ont été arrêtés puis transférés vers la prison centre de Kanyangavi à Rutshuru-Centre au PNA. Jusqu'aujourd'hui les familles demeurent sans nouvelles de certains des interpellés.

Ce jeudi le 11 et vendredi le 12 juin 2026, les recherches de Badilika droits humains, indiquent qu'au moins dix (10) civils, parmi lesquels trois femmes et deux enfants, ont été exécutés dans les localités de Kilima, Nyagisozi et Mayengo, en chefferie de Bwito par des éléments du M23. Les victimes auraient été accusées d'entretenir des liens avec les groupes Wazalendo ou les FDLR. Aucune preuve n'a été rendue publique pour étayer ces accusations.

Le vendredi de ce 26 juin 2026, trois agriculteurs, dont un enfant âgé de neuf ans, ont été tués puis brûlés dans les champs périphériques de Nyamilima. Selon plusieurs témoignages, les victimes auraient été surprises par des combattants du M23 alors qu'elles travaillaient dans leurs champs.

b. Arrestations arbitraires, détentions et disparitions

Les arrestations arbitraires demeurent l'une des violations les plus fréquemment rapportées dans les zones sous contrôle de l'AFC/M23.

Le dimanche le 14 juin 2026, entre 08 heures et 11 heures, au moins dix de femmes et d'enfants auraient été arrêtés dans la localité de Mukondo alors qu'ils se rendaient dans leurs champs, amenées vers la position de combattants M23. Les témoignages de nos sources indiquent que, les personnes interpellées étaient accusées d'avoir des liens familiaux avec des combattants Wazalendo. Plusieurs auraient été transférées vers Kishishe sans possibilité pour leurs proches de leur rendre visite ni d'obtenir des informations sur leur situation.

Les témoignages recueillis indiquent également que les arrestations sont souvent accompagnées de menaces, de mauvais traitements et de restrictions de communication avec les familles, suscitant de fortes inquiétudes quant au respect des garanties fondamentales des personnes privées de liberté. Certaines arrestations sont commanditées par l'Administrateur actuel de Rutshuru **Ephaim Kabasha**, en majorité de jeunes de la communauté Nande du groupement Bukoma, Kisigari voir de Binza. Une fois arrêté, ces jeunes sont directement transférés dans la prison centrale. Leurs familles n'ont pas accès à la visite, ni nourriture et sont régulièrement soumis aux tortures. Entre avril et juin 100 jeunes dont leur âge varie entre 16 et 39 ans ont été arrêtés à Rutshuru.

c. Violences sexuelles contre les femmes

Les violences sexuelles continuent d'être utilisées dans un contexte de conflit armé. Ce mardi le 2 juin 2026, deux jeunes filles auraient été violées à Kisharo par un combattant de l'AFC/M23. Selon les informations disponibles, les victimes auraient été menacées sous la menace d'une arme avant d'être agressées sexuellement. Elles ont ensuite été prises en charge dans une structure sanitaire pour recevoir des soins médicaux et un accompagnement psychologique.

d. Multiplication des enlèvements et des attaques contre les usagers de la route nationale n°2

Au cours de la période couverte par ce rapport, les principaux axes routiers du territoire de Rutshuru, en particulier le tronçon Kiwanja–Rwindi–Kanyabayonga de la Route nationale N°2 (RN2), sont demeurés le théâtre d'attaques armées répétées contre les populations civiles. Ces incidents, caractérisés par des embuscades, des enlèvements, des homicides, des pillages et des prises d'otages, continuent de compromettre gravement le droit à la liberté de circulation, la sécurité des personnes ainsi que l'accès des communautés aux biens et services essentiels.

Les informations recueillies par BADILIKA Droits Humains indiquent que les voyageurs, les chauffeurs de transport en commun, les conducteurs de motos-taxis ainsi que les commerçants figurent parmi les principales cibles de ces violences. Les attaques enregistrées dans le secteur central du Parc national des Virunga, notamment entre Kiwanja, Rwindi, Mayi ya Moto, Kibirizi, Vitshumbi et Kanyabayonga, ont contribué à renforcer un climat de peur permanent, réduisant fortement la mobilité des populations et perturbant les échanges économiques entre les territoires de Rutshuru, Lubero, Beni et la ville de Goma.

Le samedi 4 avril 2026, dans les après-midi, un convoi de véhicules de transport en commun circulant à niveau de Busendo, au cœur du Parc national des Virunga, a été pris dans une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés. Selon les informations recueillies auprès de plusieurs sources locales, les assaillants ont ouvert le feu en toute liberté sur les véhicules avant de dépouiller les passagers de leurs biens. L'attaque a coûté la vie à deux

civils hommes, plusieurs autres personnes ont été blessées, tandis que des passagers ont été enlevés et conduits vers une destination inconnue.

Le dimanche 31 mai 2026, un autre incident a été signalé sur le tronçon Kiwanja–Kanyabayonga. Un véhicule transportant des civils revenant d'une cérémonie de mariage a été intercepté par des hommes armés. Parmi les personnes enlevées figuraient un prêtre du diocèse de Goma, un jeune couple ainsi que leur chauffeur. Les quatre otages ont été libérés le lendemain, après des négociations. Cet enlèvement a renforcé le sentiment d'insécurité parmi les transporteurs et les voyageurs empruntant quotidiennement cet axe stratégique.

Quelques semaines plus tard, le lundi 22 juin 2026, plusieurs véhicules transportant des marchandises ont de nouveau été attaqués à proximité de Mayi ya Moto, dans le secteur central du Parc national des Virunga. Selon les témoignages recueillis, les assaillants ont systématiquement pillé les cargaisons et les biens personnels des passagers avant de prendre la fuite. Aucune perte en vie humaine n'a été rapportée lors de cette attaque.

Par ailleurs, le jeudi 21 mai 2026, une attaque distincte a visé le poste de patrouille de Kamuhororo, situé entre Nyakakoma et Charuganda, sur la côte orientale du lac Édouard, dans le Parc national des Virunga. Selon les informations disponibles, deux écogardes de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ont été tués par des hommes armés dont l'identité n'a pas pu être établie de manière indépendante. Cet incident illustre la dégradation persistante de la situation sécuritaire dans les zones protégées du territoire de Rutshuru, où les acteurs civils comme les agents chargés de la conservation demeurent exposés à de graves risques de violence.

Les informations documentées montrent que plusieurs personnes enlevées au cours de ces différentes attaques n'ont retrouvé leur liberté qu'après le paiement de rançons importantes par leurs familles, accentuant la précarité économique de ménages déjà affectés par les conséquences du conflit armé. Les enlèvements à des fins lucratives semblent désormais constituer un mode opératoire récurrent dans plusieurs secteurs du territoire de Rutshuru.

e. Les affrontements armés compromettent le droit à l'éducation de centaines d'enfants

La poursuite des affrontements entre la coalition AFC/M23, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les groupes armés Wazalendo a continué de porter gravement atteinte au droit à l'éducation dans le territoire de Rutshuru. L'insécurité persistante a perturbé le fonctionnement normal des établissements scolaires et privé de nombreux enfants de leur droit de participer aux examens nationaux.

Selon les informations recueillies par BADILIKA Droits Humains auprès des autorités éducatives locales, certains élèves de la sous-division éducationnelle Rutshuru II, couvrant principalement le groupement de Bambo, n'ont pas pu participer à l'Examen national de fin d'études primaires (ENAFEP) au cours de la session de juin 2026. Cette situation résulte directement de l'insécurité persistante qui prévaut dans plusieurs localités de la zone.

Les villages de Lusuli, Kanyangohe, Kashuga, Birambizo, Ibumba, et Karambi demeurent fortement affectés par les affrontements armés, les mouvements des groupes armés et les risques permanents pour la sécurité des populations civiles. Dans plusieurs de ces localités, les

écoles ont suspendu leurs activités, tandis que les déplacements des élèves, des enseignants et du personnel éducatif sont devenus particulièrement dangereux.

Les informations recueillies montrent que les établissements scolaires continuent de subir les conséquences indirectes du conflit armé. Les combats récurrents, la présence d'hommes armés à proximité des écoles, les déplacements forcés des familles et l'insécurité sur les principaux axes de circulation rendent difficile la continuité de l'enseignement. Cette situation illustre une nouvelle fois le coût humain du conflit pour les enfants, qui demeurent parmi les premières victimes de la crise sécuritaire dans le territoire de Rutshuru.

2. Territoires de Masisi et Walikale : sous les attaques sophistiquées des drones

Entre avril et juin 2026, les territoires de Masisi et de Walikale sont demeurés parmi les principaux foyers des affrontements armés dans la province du Nord-Kivu. Les combats ont opposé l'Alliance Fleuve Congo/Mouvement du 23 mars (AFC/M23) aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), appuyées par les groupes Wazalendo, dans un contexte marqué par une intensification des opérations militaires et une aggravation des risques pour les populations civiles.

Les affrontements se sont concentrés sur plusieurs axes stratégiques reliant Rubaya, Nyabiondo, Buhimba, Kibati, Kashebere et Walikale, ainsi que dans les groupements Oso-Banyungu, Kibabi, Ufamandu, Luberike, Kisimba et Waloa Yungu. La région de Rubaya, riche en gisements de coltan et d'autres minerais stratégiques, est restée un enjeu majeur du conflit. Les offensives successives menées par les parties belligérantes visaient notamment le contrôle des zones minières, des principaux axes de ravitaillement et des positions militaires, au détriment de la protection des populations civiles.

La période a également été marquée par une évolution des méthodes de combat, caractérisée par le recours accru à l'artillerie lourde et aux drones de combat. Les bombardements documentés à Buhimba, Muunda, Mushali, Kinyumba et Lwibo, notamment le 13 juin 2026, ont touché des positions militaires situées à proximité d'habitations civiles. Selon les informations recueillies, ces frappes auraient fait plusieurs victimes civiles et provoqué d'importants dégâts matériels, accentuant la peur parmi les communautés locales et entraînant la suspension temporaire de la circulation sur certains axes routiers.

Les affrontements ont provoqué des déplacements massifs de populations dans plusieurs localités de Masisi et Walikale. Des villages tels que Yaki, Buhimba, Mulema, Ndete, Luke, Kasenyi, Mbizo, Kashovu et Kinyumba ont été partiellement ou totalement vidés de leurs habitants, contraints de fuir les combats. Les déplacements répétés ont aggravé une crise humanitaire déjà préoccupante, limitant l'accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation et aux moyens de subsistance.

Les activités économiques ont également été fortement affectées. L'insécurité persistante a perturbé l'exploitation artisanale des minerais, les activités agricoles et le commerce, tandis que plusieurs écoles ont suspendu leurs activités en raison des combats et de la présence d'hommes armés à proximité des établissements scolaires.

Les informations recueillies par BADILIKA Droits Humains montrent que la poursuite des hostilités dans les territoires de Masisi et de Walikale continue d'exposer les populations civiles à de graves risques de violations des droits humains. Dans ce contexte, toutes les

parties au conflit demeurent tenues de respecter le droit international humanitaire, notamment les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution, afin d'assurer la protection des civils et des biens de caractère civil.

a. Intensification des affrontements et conséquences sur les populations civiles

Entre avril et juin 2026, les territoires de Masisi et de Walikale ont connu une intensification des affrontements entre l'AFC/M23, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), appuyées par les groupes Wazalendo, ainsi que d'autres groupes armés locaux. Les combats, concentrés autour des axes stratégiques et des zones minières, ont entraîné de graves conséquences pour les populations civiles, notamment des déplacements massifs, la destruction de biens civils et une perturbation prolongée de l'accès aux services essentiels.

Le 7 avril 2026, de violents affrontements ont opposé les FARDC et les combattants de l'AFC/M23 dans les villages de Minjenje et au pont Nkingwe, dans le groupement Kisimba, territoire de Walikale. Les moniteurs de Badilika et autres collaborateurs sur terrain, indiquent que, les combats, menés à l'aide d'armes lourdes et légères durant plusieurs heures, ont provoqué la fuite des habitants des villages environnants, craignant une extension des hostilités. Les opérations militaires auraient entraîné d'importants dégâts matériels, tandis que plusieurs familles se sont réfugiées dans des localités voisines.

À partir du 30 mai 2026, la situation sécuritaire s'est rapidement détériorée dans le territoire de Masisi. De violents combats ont éclaté sur l'axe Loashi–Burora, interrompant la circulation entre Masisi-Centre et Nyabiondo. Les affrontements ont provoqué un mouvement de panique parmi les populations de Bukombo et Kisima, où de nombreux ménages ont abandonné leurs habitations pour chercher refuge dans des zones jugées plus sûres. Les activités économiques et les transports ont été fortement perturbés.

Les 31 mai et 1er juin 2026, les affrontements se sont simultanément étendus aux territoires de Masisi et de Walikale. Des combats particulièrement intenses ont été signalés dans les localités de Buhimba, Kibati, Yaki, Kashebere et Miba, ainsi que dans les villages de Ndete, Mulema, Luke, Kasenyi et Mbizo. Selon les informations recueillies par BADILIKA Droits Humains, les échanges nourris d'armes lourdes ont contraint des milliers d'habitants à fuir leurs villages, laissant plusieurs agglomérations presque entièrement vidées de leurs populations.

Le 9 juin 2026, une nouvelle offensive menée dans le village de Mulema, en territoire de Walikale, s'est soldée par la prise temporaire d'une position des groupes Wazalendo, suivie de l'incendie d'une partie du village avant le retrait des assaillants. Le même jour, de nouveaux affrontements ont été signalés dans la localité de Gasenyi, en territoire de Masisi. Les informations disponibles font état de victimes civiles, de pillages de biens et de nouveaux déplacements de population, illustrant la vulnérabilité persistante des habitants pris entre les lignes de front.

Le 10 juin 2026, les combats se sont poursuivis dans plusieurs localités de Masisi, notamment à Kashovu, Kasenyi et Kazinga. Les échanges de tirs ont provoqué la suspension des activités scolaires à la veille des examens nationaux, plusieurs établissements étant devenus inaccessibles en raison de l'insécurité.

Le 13 juin 2026, les affrontements ont connu une nouvelle escalade avec la reprise des combats à Buhimba, à la frontière entre Masisi et Walikale. Selon plusieurs sources locales, des bombardements ont précédé les affrontements terrestres, provoquant un climat de peur dans les villages voisins et entraînant de nouveaux déplacements de populations. Les autorités coutumières ont rapporté que de nombreuses familles avaient quitté leurs habitations par crainte de l'extension des combats.

b. Utilisation de l'artillerie lourde et des drones de combat : une menace croissante pour la protection des civils

Entre avril et juin 2026, les informations recueillies par BADILIKA Droits Humains indiquent une évolution préoccupante des méthodes de combat dans les territoires de Masisi et de Walikale, caractérisée par un recours accru à l'artillerie lourde, aux mortiers et aux drones de combat. L'utilisation de ces moyens militaires dans des zones où se trouvent des populations civiles a considérablement accru les risques de pertes humaines, de blessures et de destruction de biens de caractère civil.

Le 22 mai 2026, de violents tirs d'artillerie ont été signalés sur les collines stratégiques de Kinigi, Chugi, Kibabi ainsi que sur l'axe Gashovu–Mahiga, dans le territoire de Masisi. Nos sources indiquent que, les bombardements ont provoqué un mouvement de panique parmi les habitants et entraîné le déplacement de nombreuses familles, contraintes d'abandonner leurs habitations par crainte de l'intensification des combats.

Dans la nuit du 30 mai 2026, de nouveaux bombardements à l'arme lourde ont accompagné les affrontements opposant les combattants de l'AFC/M23 aux groupes Wazalendo sur l'axe Loashi–Burora, en territoire de Masisi. Les détonations, entendues durant plusieurs heures, ont interrompu la circulation entre Masisi-Centre et Nyabiondo et provoqué la fuite de nombreux habitants des villages de Bukombo et Kisima, accentuant les déplacements de population déjà observés dans cette zone.

Le 1er juin 2026, les combats se sont intensifiés à Buhimba, dans le groupement Waloa Yungu, ainsi qu'à Kibati, dans le groupement Luberike, territoire de Walikale. Les échanges de tirs impliquant des armes lourdes et légères entre l'AFC/M23 et la coalition FARDC–Wazalendo ont provoqué de nouveaux déplacements de civils et fortement perturbé les activités agricoles, commerciales et scolaires dans les localités voisines.

Une nouvelle escalade a été observée le 13 juin 2026, nos recherches ont rapporté l'utilisation de drones de combat lors des affrontements à la frontière entre les territoires de Walikale et de Masisi. Selon les informations recueillies, des engins aériens auraient largué des explosifs sur des positions des groupes Wazalendo à Buhimba, Muunda et Mushali, avant que des frappes similaires ne soient signalées à Kinyumba et Lwibo, au nord de Nyabiondo, dans le secteur d'Osso-Banyungu.

Les témoignages recueillis indiquent que les explosions ont été entendues à plusieurs kilomètres des zones ciblées, provoquant un climat de terreur parmi les populations civiles. Plusieurs familles ont quitté précipitamment leurs villages, tandis que le trafic sur l'axe Nyabiondo–Mutongo–Pinga a été temporairement suspendu.

Les combats autour des zones minières de Rubaya, de Buhimba et des secteurs voisins illustrent également l'évolution du conflit vers des affrontements de plus en plus sophistiqués.

L'emploi de drones et d'armes à longue portée dans des zones densément peuplées augmente considérablement les risques pour les civils, en particulier lorsque les positions militaires sont établies à proximité immédiate des habitations ou des infrastructures civiles.

Conclusion

Les informations documentées par BADILIKA Droits Humains entre avril et juin 2026 mettent en évidence une dégradation persistante de la situation des droits humains dans les territoires de **Beni, Rutshuru, Masisi et Walikale**, où les populations civiles continuent de subir les conséquences directes du conflit armé. Les homicides, enlèvements, violences sexuelles, arrestations arbitraires, déplacements forcés, recrutements d'enfants et attaques contre les biens civils demeurent des violations récurrentes qui alimentent une crise humanitaire profonde.

La recrudescence des attaques des ADF dans le territoire de Beni, ainsi que l'intensification des affrontements entre l'AFC/M23, les FARDC et les groupes Wazalendo dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale, ont entraîné de nouvelles pertes en vies humaines, la destruction de moyens de subsistance, des déplacements massifs de populations et de graves perturbations de l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux activités économiques. L'utilisation croissante de l'artillerie lourde et de drones de combat dans des zones habitées accentue davantage les risques encourus par les civils.

Ces constats rappellent l'obligation de toutes les parties au conflit de respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, notamment les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution dans la conduite des hostilités.

BADILIKA Droits Humains appelle les autorités congolaises, les groupes armés, les organisations régionales et la communauté internationale à **prendre des mesures urgentes pour renforcer la protection des populations civiles, lutter contre l'impunité et garantir aux victimes leur droit à la vérité, à la justice et à des réparations**. Une paix durable dans l'est de la République démocratique du Congo ne pourra être obtenue sans le respect des droits humains, la protection effective des civils et le rétablissement de l'État de droit.